Quatre ans après, les affaires de Maïdan gelées

Ukraine Les enquêtes autour des morts de la révolution de la Dignité sont enterrées progressivement par le pouvoir.

Reportage Sébastien Gobert
Correspondant à Kiev

Quelques flocons de neige éparpillés sur son manteau, Petro Porochenko dépose une bougie au pied du monument aux victimes de Maïdan. Ce 21 novembre marque le quatrième anniversaire de la première manifestation de ce qui allait devenir la révolution de la Dignité. Près d'une centaine de protestataires et de policiers avait connu une mort violente pendant les trois mois de mobilisation. Petro Porochenko démontre tristesse et compassion. Pourtant, les enquêtes sur les tueries de Maïdan ont été gelées la veille. Ni lui, ni son gouvernement, ni le Parlement, n'ont rien fait pour l'empêcher. *"C'est un échec cuisant des enquêtes, et un drame de plus pour les familles de victimes"*, accuse Vitaliy Titich, avocat de la "Centurie céleste", du nom des révolutionnaires défunts. Au sein du Bureau du Procureur général (GPU), un département spécial avait autorité pour enquêter jusqu'au 20 novembre. Passé ce délai, les affaires devaient être transférées au Bureau national d'investigation... qui n'existe pas encore.

"Tout est paralysé, malgré le fait que le problème était prévisible depuis des mois", regrette Serhiy Horbatouk, chef de ce département. *"Tout ceci ressemble à un attentisme délibéré"* pour enterrer les enquêtes, rajoute Vitaliy Titich.

Un sentiment de défiance face au procureur général

Le 20 novembre au soir, le procureur général, Iouriy Loutsenko, s'est empressé de convoquer une conférence de presse pour prendre le contre-pied de ces accusations. *"L'année 2017 a été la plus productive dans le cadre des enquêtes de Maïdan"*, s'est-il gaussé, en annonçant que 380 personnes sont déjà mises en examen. 270 d'entre elles sont en cours de procès, et 49 en maison d'arrêt. Iouriy Loutsenko a aussi promis de bientôt révéler le nom du commanditaire du massacre du 20 février 2014. Et ce, dans un futur proche. La déclaration a été accueillie avec prudence par une opinion publique ukrainienne lasse des effets d'annonce du procureur général, qui cachent souvent des enquêtes bâclées et des procès politisés. En octobre, la militante des droits de l'homme Halyna Coynash avait pointé du doigt le ministre de l'Intérieur Arsen Avakov pour entrave au travail des enquêteurs. En filigrane, l'idée que des membres de l'équipe de Petro Porochenko chercheraient à protéger des policiers encore actifs dans le système.

Manque de moyens

Selon un sondage de "l'Institut des initiatives démocratiques", les Ukrainiens considèrent que beaucoup d'espoirs soulevés par le Maïdan n'ont pas été concrétisés. Les enquêtes de Maïdan figurent en 4e position dans ce classement. La lutte contre la corruption, en premier. Sur ce point aussi, l'anniversaire du 21 novembre prend une dimension sinistre. En vertu de cette même date limite du 20 novembre, le GPU doit transférer 3 500 cas de corruption liés à l'ancien régime autoritaire de Viktor Ianoukovitch au Bureau anti-corruption (NABU), qui ne compte que 200 enquêteurs. Le directeur, Artem Sytnik, soutenu par le Procureur Serhiy Gorbatouk, a d'ores et déjà annoncé qu'il ne pouvait pas faire face à cette quantité de travail. *"Le NABU va devoir renoncer aux enquêtes en cours"*, s'indigne-t-il. Ces enquêtes très actuelles visent autant les opposants de Petro Porochenko que ses soutiens. Le fils d'Arsen Avakov a ainsi été arrêté, le 31 octobre, dans un scandale de corruption. Iouriy Loutsenko est, lui, sous le coup d'une enquête pour soupçon "d'enrichissement personnel". *"Le NABU est la seule agence anti-corruption vraiment indépendante"*, explique le député d'opposition Serhiy Leshchenko. *"Loutsenko et son mentor Porochenko sont déterminés à étouffer toutes les affaires gênantes avant le début de la campagne présidentielle"*. De fait, un véritable climat de guerre règne entre les acteurs de la lutte anti-corruption, et les soutiens du Président. Un Président qui lorgne vers sa réélection en 2019, et de moins en moins vers la révolution de 2014.